

Les PME canadiennes se dirigent-elles vers une reprise en L?

Simon Gaudreault, directeur principal de la recherche nationale

Situation actuelle des PME

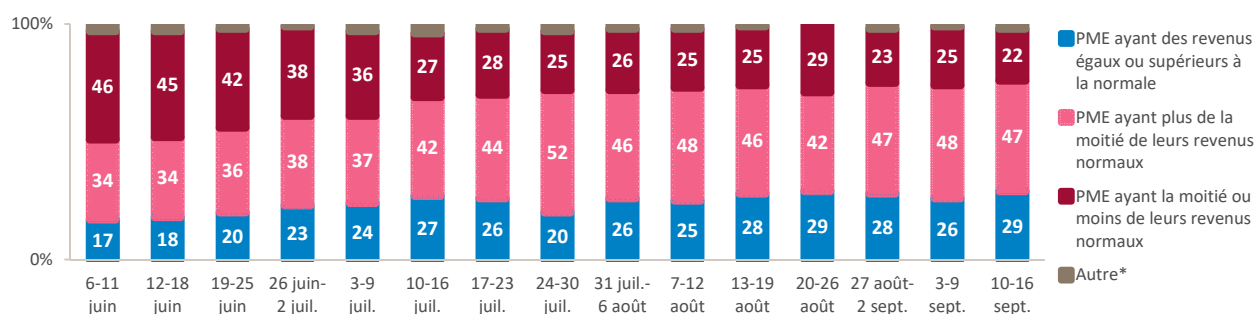
Depuis la mi-mars, les gouvernements de partout au pays imposent de sévères restrictions aux entreprises et limitent l'activité économique afin de lutter contre la pandémie de COVID-19. De nombreuses restrictions ont été assouplies récemment, mais les petites entreprises n'ont toujours pas retrouvé leur niveau normal d'activités. La baisse de confiance des propriétaires d'entreprise et des consommateurs, ainsi que les défis opérationnels que présente la crise actuelle semblent être autant de freins à la reprise complète. La toute dernière mise à jour du [Tableau de suivi de l'état de santé des PME](#) de la FCEI montre que tandis que sept PME canadiennes sur dix sont complètement ouvertes, elles ne sont que quatre sur dix à utiliser une capacité de main-d'œuvre normale ou au-dessus de la normale, et à **peine trois PME sur dix ont retrouvé ou dépassent leur niveau de revenus habituel**.

Revenus des entreprises

Depuis la mi-juillet, le nombre d'entreprises qui ont retrouvé des revenus normaux n'a que légèrement augmenté, la majorité d'entre elles générant toujours des revenus plus bas qu'avant la pandémie (Figure 1).

Figure 1

Distribution des PME canadiennes, selon leurs revenus de 2020 comparés à leurs revenus habituels (à la même période les années passées)



Source : FCEI, sondages en ligne à accès contrôlé *La COVID-19 et votre entreprise* : <https://www.cfib-fcei.ca/fr/research/survey-results/les-impacts-de-la-covid-19-sur-votre-entreprise-rsultats-de-nos-sondages>

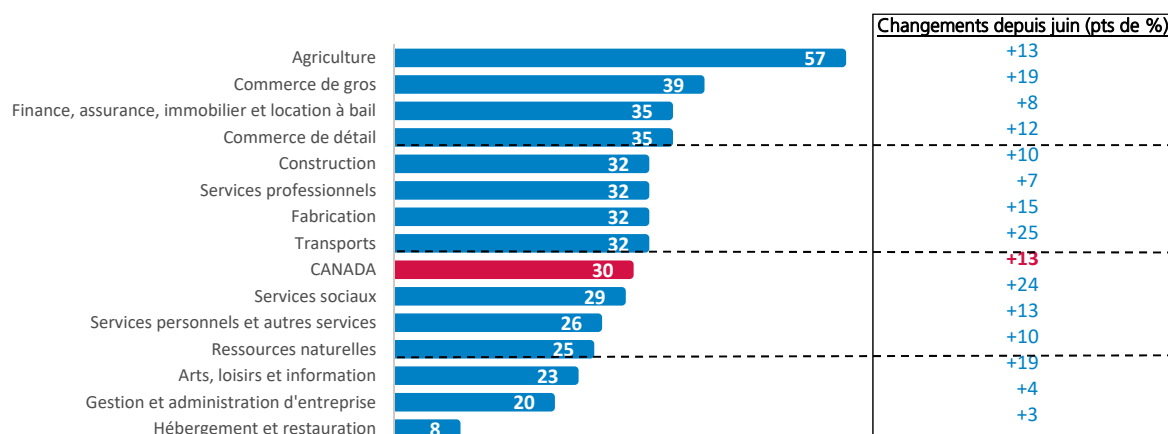
*Remarque : La catégorie « Autre » comprend les choix de réponses « Sans objet : nous n'avons pas fait de ventes les années passées à cette période de l'année (entreprise en démarrage, entreprise saisonnière) » et « Je ne sais pas/pas sûr ».

Une reprise différente d'un secteur à l'autre

Nous savons aujourd'hui que la crise de la COVID-19 et les restrictions imposées aux entreprises pour lutter contre la pandémie ont eu des impacts différents selon les secteurs. La Figure 2 montre comment les entreprises se remettent actuellement sur pied dans les divers secteurs économiques.

Figure 2

Part des PME canadiennes, selon leurs revenus de 2020 comparés à leurs revenus habituels (à la même période les années passées), par industrie, mi-septembre 2020



Sources :

FCEI, résultat final du sondage en ligne *La COVID-19 et votre entreprise* (12^e édition), du 6 au 11 juin 2020, 5 961 réponses. À titre de comparaison, pour un échantillon probabiliste ayant un nombre égal de répondants, la marge d'erreur serait de plus ou moins 1,3 %, 19 fois sur 20.

FCEI, résultats préliminaires extraits du sondage en ligne *La COVID-19 et votre entreprise* (20^e édition), du 10 au 14 septembre 2020, 1 807 réponses. À titre de comparaison, pour un échantillon probabiliste ayant un nombre égal de répondants, la marge d'erreur serait de plus ou moins 2,3 %, 19 fois sur 20.

Sur une période de 14 semaines, les reculs enregistrés ont été compensés en partie au sein des secteurs, mais pas suffisamment vite pour qu'on puisse espérer une reprise complète prochainement. Le fait que dans le secteur qui s'en sort le mieux – l'agriculture – seules 57 % des entreprises ont retrouvé des niveaux de revenus normaux par rapport aux années passées, et ont des revenus seulement un peu meilleurs qu'il y a trois mois, en dit long sur le temps qu'il faudra pour que la situation redevienne normale.

Projections sur la reprise selon son rythme actuel

La FCEI a évalué le temps qu'il faudrait à la plupart des PME pour retrouver des niveaux de revenus normaux si la reprise économique se maintient au rythme actuel. La durée évaluée pour chaque secteur a été calculée en utilisant comme point de départ la proportion d'entreprises ayant des revenus normaux à la mi-septembre, puis en appliquant de façon linéaire ce taux d'évolution à chaque secteur entre juin et septembre jusqu'à ce que la plupart des entreprises puissent à nouveau atteindre un niveau de revenus normal.

Le Tableau 1 présente les résultats. Au rythme actuel, pour se remettre sur pied, il faudra probablement neuf mois aux secteurs susceptibles de connaître le plus rapidement un retour à une quasi-normalité (services sociaux et transports) et plus de huit ans au secteur où la reprise devrait se faire le plus lentement (hébergement/restauration). En moyenne, pour l'ensemble des secteurs, la reprise économique complète prendra un an et cinq mois.

Tableau 1

Temps requis projeté pour que la plupart des PME génèrent à nouveau des revenus normaux, Canada, mi-septembre 2020

Secteurs	Temps nécessaire pour que la plupart des PME génèrent à nouveau des revenus normaux (si le rythme actuel se maintient)
Hébergement/restauration (p. ex. restaurants, hôtels)	8 ans et 3 mois
Gestion et administration d'entreprise (p. ex. agences de recrutement, gestion de bâtiment)	5 ans et 4 mois
Services professionnels (p. ex. cabinets d'avocats et de comptables)	2 ans et 7 mois
Finance, assurances, services immobiliers et location à bail	2 ans et 2 mois
Ressources naturelles	2 ans
Construction	1 an et 10 mois
Services personnels et divers (p. ex. services de nettoyage à sec, mécaniciens)	1 an et 6 mois
Commerce de détail	1 an et 5 mois
Moyenne pour tous les secteurs	1 an et 5 mois
Fabrication	1 an et 2 mois
Arts, loisirs et information (p. ex. terrains de golf, gymnases)	1 an et 1 mois
Agriculture	10 mois
Commerce de gros	10 mois
Services sociaux (p. ex. dentistes, chiropraticiens)	9 mois
Transports	9 mois

Conclusion

Ces projections théoriques permettent d'avoir une bonne idée du rythme actuel de la reprise économique des PME canadiennes, et montrent que si rien n'est fait à court terme pour accélérer leur rétablissement, elles seront confrontées à la reprise en L tant redoutée. Si celle-ci se profile à l'horizon, les PME du pays seront touchées de plein fouet non seulement par la récession brutale des derniers mois, mais aussi par une période prolongée marquée par une baisse marquée de l'emploi, des investissements, de la production et des ventes, ainsi que par des fermetures d'entreprises. Cela montre également que nous sommes bien loin d'un retour à la normale. L'exercice peut aider à déterminer le niveau de support requis de la part des gouvernements, mais aussi des consommateurs et des collectivités, afin que les économies locales puissent passer à travers cette crise.